

Ministère des Affaires étrangères et du Commerce international

Conférence commémorative  
O.D. Skelton



**« Des motifs de se réjouir : la politique  
étrangère dans un monde en évolution »**

Exposé de M. Gwynne Dyer

Université Mémorial de Terre-Neuve  
ST. JOHN'S (Terre-Neuve) ♦ Le 23 mars 1998

LIBRARY E A/BIBLIOTHEQUE A E



3 5036 2009970 7

DOCS

CA1 EA13 98R21 EXF

Dyer, Gwynne

Reasons to be cheerful : foreign  
policy in a changing world

61502236

Conférence commémorative  
O.D. Skelton



**« Des motifs de se réjouir : la politique  
étrangère dans un monde en évolution »**

Exposé de M. Gwynne Dyer



# Conférence commémorative O.D. Skelton

Oscar Douglas Skelton est né le 13 juillet 1878 à Orangeville, en Ontario. Après avoir mené de brillantes études de premier cycle à l'Université Queen's de Kingston (Ontario), M. Skelton a reçu sa maîtrise ainsi que des médailles d'excellence en latin et en grec. En 1908, il obtenait son doctorat en économie politique de l'Université de Chicago. La même année, il était nommé professeur de sciences politique et économique à l'Université Queen's. Onze ans plus tard, il était nommé doyen des arts, poste qu'il a occupé jusqu'à sa démission de l'Université en 1925. Auteur prolifique, M. Skelton a signé plusieurs ouvrages importants, dont les biographies de Sir Alexander Tilloch Galt et de sir Wilfrid Laurier.

En 1925, à la demande du premier ministre W.L. Mackenzie King, M. Skelton a accepté de succéder à sir Joseph Pope au poste de sous-secrétaire d'État aux Affaires extérieures. Jusqu'à son décès, à la fin de janvier 1941, il a été conseiller principal du premier ministre ou « vice-premier ministre ». Mackenzie King a déclaré que sa mort était la « plus grande perte que j'aie subie depuis le début de ma vie politique ». Un historien canadien l'a qualifié tout simplement de fonctionnaire le plus influent de l'histoire canadienne.

En tant que chef du ministère des Affaires extérieures pendant plus de 15 ans, M. Skelton a aidé à définir une politique étrangère canadienne distincte. En outre, il a recruté un groupe d'agents remarquablement compétents. M. Skelton croyait fermement à la nomination et à la promotion au mérite. La liste des personnalités qu'il a attirées à Ottawa est impressionnante ; elle comprend notamment deux gouverneurs généraux (Georges Vanier et Jules Léger), un premier ministre (Lester B. Pearson) ainsi qu'un grand nombre de hauts fonctionnaires.



O.D. Skelton

Gwynne Dyer est né à Terre-Neuve en 1943. Après avoir étudié dans des universités du Canada, des États-Unis et du Royaume-Uni, il obtient un doctorat en histoire militaire et moyen-orientale de l'University of London.

M. Dyer a servi dans la marine canadienne, américaine et britannique. Il a enseigné l'histoire militaire et la polémologie au Collège des Forces canadiennes à Toronto pendant deux ans et à la Royal Military Academy, à Sandhurst, pendant quatre ans.

Après avoir quitté l'enseignement en 1973, M. Dyer exerce le métier de journaliste pigiste, de communicateur et de conférencier. Ses chroniques souscrites sur les affaires internationales sont traduites dans une douzaine de langues et publiées par près de 200 journaux dans une quarantaine de pays.

En 1980, Gwynne Dyer et Tina Viljoen collaborent à une série télévisée de sept épisodes, *La Guerre*, réalisée par l'Office national du film et diffusée la première fois en 1983. Par la suite, *La Guerre* est projetée sur les écrans dans 45 pays, et un épisode, *Le Métier des armes*, est nominé pour un Oscar. Avec M<sup>me</sup> Viljoen, Dyer écrit un ouvrage fondé sur la série, *La Guerre*, publié en 1985. Dyer et Viljoen collaborent de nouveau à une série de trois épisodes pour l'ONF et la CBC, *La Défense du Canada*, mis en ondes en 1986. Leur ouvrage, *The Defence of Canada: In the Arms of the Empire* est publié en 1990. En 1994, Dyer termine une série de quatre épisodes, intitulée *The Human Race*, un regard sur les origines, la nature et l'avenir de la politique humaine. En 1995, sa série en trois volets sur le maintien de la paix en Bosnie, *Protection Force*, est diffusée.

Dyer réalise également plusieurs documentaires pour la radio, y compris une série de sept heures *The Gorbachev Revolution* et une autre de six heures, *Millennium*, mis en ondes par la CBC au printemps 1996.

Souvent appelé à donner des conférences, ses réflexions sur la mondialisation et l'État-nation (*Globalization and the Nation-State*) sont publiées en 1996 par l'Institut canadien des affaires internationales, dans le cadre de la série *Behind the Headlines*.

Des motifs de se réjouir, en dépit de ce que la télévision et d'autres médias nous montrent tous les jours d'un monde qui s'embrase. Nous savons tous que les médias induisent en erreur, même s'ils n'ont pas l'intention de le faire : l'écran est très petit et même la plus circonscrite des tragédies, peu importe où elle se produit dans le monde, le remplit immédiatement. Donc, lorsque vous regardez le téléjournal (ou encore lorsque vous lisez le *Globe and Mail*, si c'est votre journal de prédilection), on ne vous explique pas l'ampleur de la tragédie qui est en train de se dérouler et on ne vous informe pas non plus du nombre de tragédies qui sont effectivement en cours, en comparaison de la quantité de celles qui auraient pu éclater.

Même dans un monde presque parfait, il y aura toujours suffisamment de mauvaises nouvelles pour monopoliser les grands titres et occuper la totalité du temps d'antenne des émissions d'information tous les jours. Il vous faut donc prendre le temps de réfléchir davantage avant d'arriver à la conclusion que vous vivez dans un monde où vous auriez toutes les raisons de vous ouvrir les veines.

Permettez-moi d'évoquer devant vous une liste d'événements récents et liés les uns aux autres. Vous en avez tous entendu parler et, pourtant, vous n'avez peut-être pas fait entre eux le même type de liens que moi. J'ai assisté à la plupart de ces événements en qualité de journaliste et je dois admettre qu'à l'époque, je ne les reliais pas non plus les uns aux autres de la façon dont je vais le faire aujourd'hui.

Revenons tout d'abord à 1986, à Manille, où un dictateur, Ferdinand Marcos, au pouvoir depuis 20 ans, a été chassé de son poste par la non-violence, au moyen d'un processus de manifestations du peuple dans les rues, par la veuve d'un homme qu'il avait assassiné. Cory Aquino a renversé Marcos à la tête de foules sans armes et en faisant appel aux techniques classiques de la résistance non violente. Les Philippines sont des Asiatiques. Ils ont donc accès à la tradition de Gandhi, mais, fait plus important, leur pays a déjà été une colonie américaine, ce qui fait qu'ils ont également accès à la tradition de Martin Luther King : ils ont à leur disposition cette connaissance de la façon de pratiquer la non-violence.

Et alors? Tout le monde « savait » que la non-violence n'avait jamais donné de résultats contre des dictateurs du tiers monde. Il s'agissait d'une technique qu'on pouvait appliquer contre des démocraties moralement vulnérables, prises à contrepied, qu'il s'agisse des impérialistes britanniques en Inde ou du gouvernement américain à l'époque du Vietnam et du mouvement en faveur des droits civiques. À l'époque, on n'acceptait pas facilement la thèse selon laquelle il était possible de recourir à la non-violence contre un dictateur du tiers monde et que, pour une raison ou une autre, le seul fait que vous placiez des fleurs sur le canon des fusils de ses soldats suffirait à le dissuader d'ouvrir le feu sur vous. Je dois ajouter que je m'attendais à voir des effusions de sang dans les rues.

Cette crainte ne s'est pas concrétisée. Cela étant, la seule différence entre les événements de Manille en 1986 et de nombreuses autres situations où le sang a coulé dans les rues, ces dernières années, c'est qu'il se produisait un soulèvement populaire contre un dictateur du tiers monde pour la première fois depuis la mise en place d'une liaison télévisuelle directe par satellite, de telle sorte qu'on pouvait voir instantanément dans le monde entier les événements qui se succédaient à Manille.

Je n'insiste pas, je le précise, sur l'existence d'une relation de cause à effet entre la télédiffusion en direct à l'échelle planétaire et le succès de la révolution par la non-violence. Toutefois, il se produisait bel et bien quelque chose, car, à notre grande surprise, on n'entendait pas le crépitement des mitrailleuses et on ne voyait pas de sang dans les rues. Marcos a rapidement battu en retraite pour éviter l'affrontement et il n'a pas tardé à quitter le pouvoir. Il est sorti par l'arrière du palais Malacañang, a fait monter à bord de l'hélicoptère sa femme, qui a laissé derrière elle toutes ses chaussures dans les placards. Les Philippines sont ensuite passées à une forme imparfaite, mais authentique, de démocratie, dont elles bénéficient encore aujourd'hui.

Pendant les trois années qui ont suivi les événements de 1986 à Manille, on a tenté à *cinq* reprises, en Asie, de copier cette technique. Trois de ces tentatives ont été plutôt fructueuses, en Corée du Sud, en Thaïlande et au Bangladesh, où la résistance populaire non violente a forcé des régimes militaires à abandonner le pouvoir. Ils ont été remplacés, eux aussi, par des démocraties imparfaites, certes, mais authentiques. Les deux autres tentatives se sont soldées par des échecs terribles. Je fais allusion au cas de la Birmanie, où on a appliqué les mêmes tactiques dans une situation similaire; toutefois, le nombre de caméras de télévision étrangères était sensiblement plus faible et il n'existait pas de liaison directe par satellite. À Rangoon, les protestations ont été noyées dans le sang (et la Birmanie demeure une atroce dictature). Puis, un soulèvement est venu bien près d'aboutir en Chine, à la place Tienanmen, en mai-juin 1989.

Vous vous souvenez tous, sans aucun doute, des images que vous avez vues à la télévision pendant cette période de trois semaines où des étudiantes et des étudiants chinois ont occupé la principale place du centre de Beijing, exigeant le respect des droits de la personne, la liberté d'expression et la démocratie. Ils ont formulé leurs revendications avec une parfaite courtoisie, recourant aux tactiques de la non-violence qui sont maintenant à la disposition de toute personne raisonnablement instruite sur notre planète. Selon moi, ils sont venus à un cheveu de réussir. Ils sont arrivés beaucoup plus près du but que la plupart des gens ne s'en souviennent. À l'époque, personne à Beijing ne savait si ceux qui étaient disposés à courir le risque de la violence au sein du régime l'emporteraient sur ceux qui souhaitaient conclure un compromis avec les étudiants, ceux qui comprenaient que la voie de l'avenir, pour la



Chine, résidait dans l'abandon progressif de la politique de l'affrontement entre le régime et le peuple. Cet affrontement se préparait depuis le début de la décennie des années 1980.

Au bout du compte, évidemment, la tentative de démocratisation faite par les Chinois à Beijing a été écrasée dans le sang, même si cela ne s'est pas fait sans difficulté. Non seulement y a-t-il eu d'énormes affrontements au sein du régime avant la prise de la décision, mais on a également agi de nuit, justement pour limiter autant que possible les reportages télévisés. De plus, l'action non violente de persuasion avait été tellement efficace, en ce sens qu'elle avait sapé la volonté des soldats de la garnison de Beijing d'employer la force contre les manifestants, que le régime a, par mesure de précaution, retiré toutes ces troupes et a fait venir de l'extérieur de la ville de nouvelles troupes qui n'avaient pas été contaminées au contact des étudiants et des résidents de Beijing. En outre, les troupes tiraient lorsqu'on les a fait intervenir, de manière à garantir qu'elles n'entreraient pas en contact avec des êtres humains avant le début de la répression meurtrière.

Cette opération a permis de bâillonner la démocratie chinoise. Neuf ans plus tard, la Chine n'est certainement pas une démocratie, mais la question reste posée. Pas plus tard que la semaine dernière, on a demandé au nouveau premier ministre chinois, à l'occasion d'un point de presse assez ouvert : « Et la démocratie en Chine? » Il a répondu ce qui suit : « Oui, le moment venu. » Rien ne nous oblige à le croire, mais force est de penser que cette question demeure à l'ordre du jour.

Je vous le concède, la révolution démocratique non violente n'aboutit pas toujours. Nous ne sommes pas en présence d'une série parfaite de succès. Cela étant, n'oubliez pas l'observation suivante : en mai et juin 1989, en Chine, les manifestants ont presque réussi, par la non-violence, à démocratiser non seulement une dictature, mais un État marxiste totalitaire. Et ils connaissaient exactement l'avenue sur laquelle ils s'engageaient. J'ai parlé à un certain nombre de personnes qui ont organisé les manifestations de la place Tienanmen (car, bien sûr, ces choses-là n'arrivent pas par génération spontanée) et elles m'ont dit qu'un important travail préparatoire avait été mené à bien, en particulier dans les écoles secondaires et les universités de Beijing, au cours des deux années, environ, qui avaient précédé les événements. Elles m'ont dit : « Vous voyez, en 1987, en 1988, nous regardions les bandes vidéo de ce qui se passait à Séoul et à Bangkok, et, aussi, les comptes rendus des événements qui s'étaient déroulés à Manille. Nous lisions Martin Luther King. Nous étudions Gandhi. Nous nous efforcions de déterminer s'il était possible de transposer ces tactiques et ces expériences à la situation que nous vivions, nous nous demandions si elles seraient efficaces dans le contexte de la culture chinoise au sein d'un régime marxiste totalitaire. »

Donc, au printemps 1989, les étudiants chinois ont mis leur hypothèse à l'essai et ils ont échoué, malheureusement, mais de peu. Toutefois, six mois plus tard, presque jour pour jour, l'expérience a réussi à Berlin. Les résidents de cette ville qui ont démantelé le mur avaient tous suivi les événements de Beijing à la télévision six mois plus tôt. Les reportages étaient présentés à la télévision ouest-allemande, mais, bien sûr, tout le monde à Berlin-Est les a vus.

L'expérience faite en Asie au cours des années précédentes a directement inspiré la cascade de révolutions non violentes qui a fait tomber les régimes communistes de toute l'Europe de l'Est de novembre 1989 à décembre 1991 (date à laquelle même la vieille Union soviétique s'est elle-même dissoute) et leur a servi de modèle. C'est probablement la première fois, depuis 300 ans, que l'Asie exerce une influence politique sur l'Europe.

Juste un mot encore pour boucler la boucle des effets d'entraînement : une fois venue l'année 1994 — tel est le pouvoir de l'exemple transmis par les médias qui ont une portée planétaire —, même l'Afrique du Sud a pu se démocratiser, passer à une démocratie non raciale fondée sur le principe du suffrage universel, sans avoir à vivre une révolution. Je me suis laissé dire par des gens assez près de la police secrète sud-africaine qu'au moment même où De Klerk est arrivé au pouvoir, à la fin 1989, des responsables de cette police secrète sont allés le rencontrer et lui ont dit : « Monsieur le président, pensez aux images que la télévision a diffusées hier soir, montrant Ceausescu au balcon. » (Vous souvenez-vous de cette scène : le dictateur roumain est au balcon, la foule rassemblée est réunie sur la place pour l'acclamer comme d'habitude, pense-t-il, mais il appert qu'elle veut le lyncher, et non pas lui rendre hommage. La stupeur se lit sur son visage et, moins de 24 heures plus tard, il est mort.) Les dirigeants de la police secrète sud-africaine ont dit : « Monsieur le président, si l'ANC [Congrès national africain] fait le même coup, rassemble une foule de cette importance dans les rues de Johannesburg, il nous faudra tuer 10 000 personnes devant les caméras de télévision ou faire nos valises. Donc, amorcez des négociations. » C'est ce qu'il a fait.

Nous sommes en présence d'une tendance de fond. Non seulement y a-t-il des régions du monde qui ne comptent pas de tradition démocratique, des régimes dont nous ne nous sommes jamais attendus à ce qu'ils puissent se démocratiser, mais ils le font et la transition, contrairement à notre expérience, se fait, dans une très forte proportion, de manière non violente. Par suite de tout cela, la vieille guerre froide s'est terminée et, avec elle, la politique des alliances et les craintes d'une guerre nucléaire, qui ont meublé la plus grande partie de ma vie de journaliste (et, peut-être, une bonne partie de celle des observateurs que vous êtes) pendant 40 ans.

Toutefois, le monde a-t-il vraiment changé? Sommes-nous témoins d'une

modification des comportements d'une telle ampleur qu'il nous faut maintenant revoir notre réflexion sur le monde ou s'agit-il simplement d'un feu de paille? Un feu de paille drôlement brûlant, mais un feu de paille tout de même. Nous vivons maintenant depuis 12 ans cette nouvelle ère, où la démocratie et la raison semblent l'emporter dans la plupart des régions du monde (en dépit des Rwanda et des Bosnie qui remplissent les écrans de télévision), mais il n'existe pas de garanties. Je *pense* avoir des motifs de me réjouir, mais je dois avouer que le long passé qui s'étend de 1986 à l'année en cours ne nous donne pas beaucoup matière à réconfort.

Je vais vous raconter une petite histoire. Il y a quelques années, j'étais en train de tourner en Turquie, à Gallipoli. La plupart des Terre-Neuviens ne connaissent probablement pas ce fait mais, avant que nos soldats ne soient envoyés en France pendant la Première Guerre mondiale, on les a dépêchés à Gallipoli afin qu'ils contribuent à la conquête d'Istanbul, qui appartenait aux Turcs. Nous étions donc en train de filmer dans la péninsule de Gallipoli, le long de la vieille ligne de feu, où le Royal Newfoundland Regiment avait combattu, dans le cimetière militaire et ainsi de suite, pour les besoins d'une série télévisée.

Nous avions un chauffeur turc de cette région, qui était assez habitué à la venue d'Australiens et de Néo-Zélandais (vous savez, la légende d'ANZAC [corps d'armée de l'Australie et de la Nouvelle-Zélande]), mais la vue de Canadiens lui a paru étrange. Il nous a donc demandé — j'ai déjà vécu en Turquie et je parle donc turc — de bien vouloir lui expliquer ce que nous faisons. Entre autres choses, j'ai expliqué que nous tournions un film sur la façon dont des Terre-Neuviens, mon peuple, avaient parcouru 4 000 milles pour tuer son peuple. Il a répondu : « Ça ne pose pas de problème. En réalité, c'est l'empire britannique qui a tué les deux. » Et il avait raison.

Je ne veux pas dire par là que l'empire britannique était pire que d'autres empires, mais il n'était pas supérieur aux autres de manière spectaculaire. C'est ce que font les empires. Nos manuels d'histoire sont remplis d'exemples d'empires qui se sont comportés de cette façon et, même, de certains de leurs successeurs démocratiques qui ont fait de même. Depuis 5 000 ans, notre histoire se caractérise par la tyrannie et, constamment, par des affrontements armés et des guerres, ainsi que par l'esclavage, l'oppression et je ne sais quoi encore. Voilà un passé très long, au caractère tragique uniforme, en comparaison des 12 années de nouvelles relativement bonnes que nous venons de vivre.

Pendant tout ce long passé, la politique étrangère était assez simple... ses détails étaient d'une énorme complexité, mais les principes qui la sous-tendaient étaient assez simples. Vous savez que le monde est dangereux en permanence, que les faibles se font écraser, que 95 p. 100 des États qui ont existé à un moment ou à un autre ont

été détruits par suite de guerres. Donc, vous demeurez prêts à guerroyer, vous vous renforcez, vous concluez des alliances, vous vous préparez aux catastrophes qui, vous le savez, se produiront.

L'exercice de la politique étrangère plonge ses racines dans cette conception pessimiste et conservatrice de la nature humaine, car toute notre histoire la corrobore. Il s'ensuit peut-être que ce dont il faut parler un peu lorsque nous nous efforçons de choisir l'une de ces deux visions du monde, le monde du long passé et celui peut-être plus éphémère, plus heureux, du passé récent, c'est de la nature humaine.

Pourquoi est-ce que le monde était comme ça à cette époque, pourquoi serait-il différent aujourd'hui? Je crois avoir une hypothèse à proposer. Je n'ai pas de réponse. D'ailleurs, devant des problèmes de ce type, on ne peut posséder de réponses infaillibles. Toutefois, j'aimerais vous proposer une explication des raisons pour lesquelles le monde était ainsi auparavant et, pourtant, différent maintenant.

Pensez aux êtres que nous étions avant de devenir civilisés. Certains d'entre nous aujourd'hui descendent d'ancêtres civilisés depuis 5 000 ans (en ce sens qu'ils étaient agriculteurs et relevaient du pouvoir de villes); d'autres le sont depuis 50 ans. Cela n'a pas d'importance. Nos ancêtres, indépendamment du temps qui nous sépare de cette époque, ont déjà tous été, à un moment où à un autre, des chasseurs-cueilleurs. Ils vivaient tous en petites bandes et vivaient de ce qu'ils trouvaient.

De petites bandes, par définition. Les bandes de chasseurs-cueilleurs ne comptaient pas plus de 200 personnes, environ, parce qu'il est difficile de gérer davantage de personnes, d'un point de vue social, et parce que les liens qui les unissaient étaient d'ordre personnel. Cela étant dit, ces petites sociétés de chasseurs-cueilleurs présentent certaines caractéristiques intéressantes. Nous en avons rencontré beaucoup, au cours des deux derniers siècles, dans notre démarche de conquête du monde et nous avons consigné par écrit ce que nous savions d'eux avant de les exterminer. C'est pourquoi nous disposons d'un volume important de connaissances quant aux modes de fonctionnement des sociétés de chasseurs-cueilleurs.

Elles recouvrent un large éventail de comportements et de valeurs, mais, évidemment, nous observons des constantes. L'une d'elles tient au fait qu'elles sont plutôt des sociétés égalitaires, presque dépourvues de dirigeants. Elles ne sont pas tyranniques. Il s'agit de sociétés dans lesquelles au moins les adultes mâles, et parfois tous les adultes, bénéficient approximativement d'une égalité de droits et ont voix égale au chapitre pour ce qui est du petit nombre de décisions à prendre. Ce ne sont pas à proprement parler des démocraties, mais des groupes ayant un caractère culturel et une mentalité protodémocratiques. L'autre constante réside dans ce qu'elles sont constamment en guerre, sous une forme ou une autre, avec tous leurs voisins.

Sous l'angle de l'évolution, cela paraît parfaitement normal : vous trouvez ces

tendances dans l'ensemble de la famille des primates. Ce sont des groupes qui doivent se disperser sur les terres afin d'avoir suffisamment de territoire pour survivre. Comment faire en sorte qu'un groupe n'empiète pas sur le territoire de l'autre? En surveillant les lignes de démarcation. En livrant des simulacres de petites batailles — il s'agit parfois de réelles batailles, mais peu de personnes y trouvent la mort — contre les groupes voisins de la même espèce (des humains, en ce qui nous concerne) afin de garantir que le groupe conserve assez de territoire pour nourrir sa population.

C'est le schème qu'on retrouve partout sur les hauts plateaux de la Nouvelle-Guinée, dans l'ensemble de l'Amérique du Nord avant l'arrivée des Européens et, présumément, dans toute l'Europe 6 000 ans plus tôt : des groupes de chasseurs-cueilleurs qui sont égalitaires et, dans les faits, assez respectueux des droits des uns et des autres à l'intérieur de la bande, mais qui n'en sont pas moins en état chronique de guerre avec tous leurs voisins.

Ce mode de vie n'entraîne pas la mort d'un nombre énorme de personnes, mais il ne s'agit pas d'un nombre minuscule non plus. Quelqu'un a calculé que dans le cas des Yanomamo, tribu de l'Amazonie, 25 p. 100 des adultes mâles meurent à la guerre. D'un autre côté, au moins 25 p. 100 des femmes meurent pendant l'accouchement. La naissance est une activité dangereuse. Cette façon de faire les choses convient à la société.

Prenons maintenant ces bandes de chasseurs-cueilleurs et leurs traditions profondément ancrées et peut-être génétiquement codées. Transportons-les en Mésopotamie il y a 8 000 ans ou dans toute civilisation urbaine ultérieure. La densité de la population monte en flèche : nous sommes maintenant en présence de sociétés qui, très rapidement, comptent 100 000, 500 000, 1 million de personnes. Comment administrer des sociétés de ce type? (Et il est un fait qu'il faut les gérer et qu'il faut maintenant prendre beaucoup de décisions.) Le vieux système décisionnel, en vertu duquel approximativement 70 ou 80 adultes, peut-être, parmi une bande de 200, discutent d'une question, ne peut s'appliquer à une population de 100 000 personnes, encore moins de 1 million. Dans ces sociétés de « masse », les gens ne peuvent plus tous se parler. Il n'est tout simplement plus possible qu'ils débattent ensemble d'un ordre du jour commun.

Le seul moyen de gérer d'aussi grosses sociétés, du moins pendant une longue période de temps, c'est de le faire à partir du sommet, par la force. Toutes les sociétés de masse qui ont survécu et que nous connaissons, toutes les civilisations, sont des tyrannies dès leur point de départ. Ce sont des organisations pyramidales de pouvoir et de privilèges maintenues par la violence. Il n'existe rien d'autre dans l'histoire des sociétés de plus de 1 million de personnes. Il peut exister une démocratie qui sert les intérêts de quelques milliers de privilégiés dans un endroit comme l'Athènes

classique, parce que quelques milliers de personnes, dans un espace public, peuvent, si elles y mettent beaucoup d'efforts, entendre les arguments des uns et des autres et parvenir à une décision commune. Mais dès que vous atteignez le plateau du million de personnes, c'est une tyrannie, qui survient d'ailleurs probablement bien avant qu'on n'arrive à ce nombre.

Donc, toutes les civilisations sont des tyrannies et elles sont toujours animées de leur tradition d'hostilité envers leurs voisins, qui les accompagne depuis l'époque des chasseurs-cueilleurs. C'est toujours une bonne tradition en ce sens que vous avez intérêt à être prudents, sans quoi ils vous mangeront tout rond. Donc, toutes ces sociétés sont militarisées, elles livrent des guerres. Ainsi va l'histoire depuis 5 000 ans, ce qui vous inspire inévitablement certaines conclusions hypothétiques à propos de la nature humaine.

À mon avis, cependant, ces conclusions hypothétiques sont fausses. J'estime que les circonstances suffisent à expliquer le comportement qui a été le nôtre tout au long de l'histoire, sans qu'il ne soit nécessaire de nous pencher sur la nature de l'être humain. Je ne nie pas le fait que nous sommes capables de violence et de bien d'autres choses, mais nos capacités ne s'arrêtent pas là. Nous sommes capables de nombreuses réactions, lesquelles varient selon les situations.

Le problème de base que pose le passage des sociétés égalitaires de chasseurs-cueilleurs à des sociétés de masse tyranniques, certainement autoritaires, presque totalitaires, réside dans les nombres. Le problème qui se posait s'énonce comme suit : quelle que soit votre préférence, il n'est pas possible de gérer notre monde démocratiquement, de le gérer comme une société égalitaire. Il faut que la société ait la forme d'une pyramide, sans quoi nous n'arriverons à rien. Il faut qu'elle soit autocratique.

Supposons, toutefois, qu'à ce mélange maintenant très ancien, nous ajoutions les mass médias. Supposons que nous donnions à ces sociétés, comptant des millions de personnes, la capacité de se parler les unes aux autres, et aux millions d'habitants qui les composent, la possibilité de se parler les uns aux autres.

Rien d'aussi grandiose que la télévision pour commencer, seulement la capacité de lire et d'écrire, l'imprimerie, les journaux et les livres, de telle sorte qu'il devient possible, pour la première fois depuis que nous nous sommes installés dans des villes, de nous mettre d'accord sur la question qui se pose. Non seulement cela, mais ces technologies relativement simples nous habilitent à discuter et à débattre de la question dans tous les secteurs de la société et d'arriver à une conclusion quant à ce que nous devrions faire en qualité de collectivité, de groupe, plutôt que de nous borner à attendre que la décision prise en haut ne nous soit communiquée. Tel est le processus qui s'est enclenché il y a seulement quelque 250 ans. En effet, jusqu'à cette

date, il n'a existé, dans l'histoire de l'humanité, aucune société comptant plus de 1 million de personnes qui ne fût pas une tyrannie.

À ce moment-là, au fur et à mesure que le nouveau moyen de communication de masse que représente l'imprimerie devient disponible dans diverses sociétés, vous commencez à assister à ce que j'appellerais un retour vers le mode démocratique ou égalitaire. La toute première société qui ait connu une véritable révolution démocratique couronnée de succès était la première société où plus de 50 p. 100 de la population savait lire et écrire : les États-Unis d'Amérique, il y a 222 ans.

Depuis, nous avons été témoins de la propagation de la démocratie sur toute la planète, conséquence directe de l'avancée des mass médias. Aujourd'hui, ceux-ci, bien sûr, ne sont pas forcément le texte imprimé et la capacité de le lire, mais tout bonnement les médias électroniques. Mon instinct me dit — et je crois que la chaîne des événements qui se sont succédé de 1986 à 1994 en donne une preuve très convaincante — que la façon d'être implicite des êtres humains est probablement égalitaire, que les 5 000 ans de tyrannie ont très probablement représenté une réaction fonctionnelle à la situation que nous vivions et que, maintenant que nous disposons des options que nous offrent les mass médias, nous revenons à notre nature profonde.

Ce que cette hypothèse sous-entend, c'est que cette façon d'être n'a rien à voir avec l'histoire culturelle qui vous est propre, que le fait que vous ayez ou non des Grecs dans votre arbre généalogique n'a aucune importance. Si vous êtes un être humain, votre façon d'être implicite est égalitaire. En supposant que cette analyse soit juste, et je crois qu'elle l'est, nous vivons déjà dans un monde qui a changé. Cela ne représente pas une garantie à toute épreuve que le monde ne pourrait jamais revenir en arrière, mais cela donne une garantie assez solide que le monde a connu des changements réels sur une grande échelle.

Qu'en est-il de la question de la guerre, qui, jusqu'à une date très récente, était l'enjeu central de la politique étrangère? Eh bien, une des caractéristiques intéressantes des pays démocratiques, c'est qu'ils ne se font pas la guerre. Ils font la guerre avec un enthousiasme certain à tout un éventail d'autres pays qui ne sont pas démocratiques (le Canada a été en guerre à cinq reprises au cours du siècle), mais jamais à des pays authentiquement démocratiques. Cela ne se fait pas ou pratiquement pas.

Donc, le seul passage d'un monde à prépondérance dictatoriale à un monde surtout démocratique, transition que nous avons effectuée, est en lui-même susceptible de réduire de façon très marquée l'ampleur et la fréquence des guerres. Je crois que c'est ce qui s'est produit.

Si le monde a connu une évolution de ce type et se modifie encore plus en ce sens aujourd'hui, quelles en sont les incidences sur la politique étrangère? Eh bien,

permettez-moi de vous soumettre simplement quelques réflexions sur l'ampleur du changement. Je vous ai déjà donné des exemples; je vais maintenant, si vous le voulez bien, vous communiquer certaines statistiques. En 1980, moins du tiers des citoyens du monde vivaient dans des pays plus ou moins démocratiques. Tous les autres étaient sous le joug d'une dictature, quelqu'en soit le type : dictatures communistes, dictatures militaires de droite dans toute l'Amérique latine, et ainsi de suite. Seulement un tiers, ou un peu moins, des habitants du monde vivaient dans des pays plus ou moins démocratiques et ma définition de la démocratie est plutôt généreuse. (Qu'est-ce qu'un pays plus ou moins démocratique? C'est un pays plus démocratique que Terre-Neuve sous Joey Smallwood.) Maintenant, en 1998, d'après les mêmes critères assez bruts, plus des deux tiers de la population du monde vit dans des pays plus ou moins démocratiques. Nous avons doublé cette proportion en moins de deux décennies. Et je ne crois pas que cette évolution va s'arrêter là.

En ce moment, les deux tiers, soit quelque 70 p. 100 des citoyens du monde, vivent dans des pays plus ou moins démocratiques. Cela dit, il nous faut seulement deux pays de plus, l'Indonésie et la Chine, pour faire avancer la réalisation du programme et nous atteignons une proportion supérieure à 95 p. 100. À mon avis, il se peut que l'Indonésie y parvienne cette année. Les choses pourraient également devenir très chaotiques en Indonésie, mais j'y ai récemment fait un séjour et j'ai maintenant appris à faire confiance aux optimistes. J'ai vécu toute l'expérience de la Russie dans l'attente d'une effusion de sang, j'ai vécu toute l'expérience de l'Afrique du Sud dans l'attente d'une effusion de sang. Maintenant, en fait, je n'attends plus une effusion de sang. Je pars de l'hypothèse selon laquelle il est très vraisemblable que ces pays y parviendront. Donc, il se peut que l'Indonésie soit une démocratie d'ici la fin de l'année. Une démocratie déficiente, vacillante, mais, néanmoins, je crois que Suharto a fait son temps.

Et la Chine. Les choses se décanteront d'elles-mêmes en Chine. Il est beaucoup trop tard pour refermer la porte en Chine. Beaucoup trop de gens savent ce qu'ils veulent, connaissent l'état du reste du monde et ont une idée de ce que la Chine pourrait être. Donc, je pense que nous nous dirigeons vers un monde où presque tous les pays seront démocratiques. Nous vivons déjà dans un monde où près de 80 p. 100 des membres des Nations Unies, si nous ne comptons que les pays, sont des régimes démocratiques (ce qui, d'ailleurs, explique qu'au milieu des années 1990, l'ONU ait enfin commencé à prendre la défense de la démocratie.)

Certes, l'ONU ne prend pas toujours la défense de la démocratie, mais, à titre d'exemple, l'envoi de troupes en Haïti pour mettre à l'écart un régime militaire et instaurer une démocratie constituée, dans les faits, une violation de la Charte de l'ONU, qui est totalement axée sur la protection de la souveraineté,



indépendamment des moyens par lesquels les dirigeants d'un pays sont arrivés au pouvoir. Cela dit, lorsqu'il se forme une majorité démocratique à l'ONU, soudainement, nous changeons les règles ou, du moins, nous ne nous en souvenons plus, et nous nous portons à la défense de la démocratie.

Elle est imparfaite. La situation en Haïti par suite de l'intervention des Nations Unies n'est pas très reluisante non plus, mais, néanmoins, on constate une redistribution des cartes : l'équilibre, le centre de gravité, est en train de se déplacer. Quelles en sont les conséquences du point de vue de la politique étrangère pour le Canada, qui a toujours été un pays relativement sûr, qui pouvait choisir où mettre l'accent de sa politique étrangère, comparativement, disons, à la Bosnie, qui ne dispose pas de beaucoup de cartes dans son jeu?

Que peut faire le Canada qui soit utile pour lui et pour le monde, à supposer que ces hypothèses soient valides? Un bon exemple de ce que nous pouvons faire pour tirer parti de l'évolution des réalités, c'est ce que nous avons fait l'an dernier : l'initiative canadienne qui a débouché sur la signature d'un traité international prévoyant l'interdiction de la production, de la possession, de la vente ou de l'utilisation de mines antipersonnel, où que ce soit. Cela étant, les mines ne disparaissent pas encore partout, car certains pays ont refusé de signer le traité. C'est le cas, tout particulièrement, des États-Unis. Cependant, imaginez-vous que le Canada fasse sien un projet ayant des incidences sur le plan de la sécurité et fasse campagne pour son adoption, un projet qui ne plaît pas aux États-Unis. Cela n'aurait pas pu arriver avant 1993; nous avons mis en oeuvre une tactique très simple : pour l'essentiel, nous avons poussé les gouvernements à se rallier au processus, de crainte de se couvrir de honte. Nous avons lancé une campagne de publicité, de concert avec des organisations non gouvernementales, des groupes de pression, des gens auxquels notre personnel des Affaires étrangères ne parlait même pas il y a 10 ans et nous avons déjoué les manoeuvres des gouvernements les uns après les autres. Ils ont tous des réticences à défier les Américains mais, les uns après les autres, ils y sont forcés par leur propre opinion publique intérieure, qui leur demande d'adhérer à la proposition canadienne d'interdiction des mines terrestres. La stratégie à long terme, bien sûr, consiste à suivre la même approche à l'égard du gouvernement américain, c'est-à-dire, à utiliser sa propre population contre lui.

Cela n'a pas encore donné de résultats, mais ne perdez pas patience. Clinton aurait signé le traité sans hésiter, s'il avait eu la latitude de le faire. Son problème, c'est qu'il était confronté à Jesse Helms, au Sénat, qu'on pourrait comparer à un homme de Neandertal dans ces domaines. De plus, il lui fallait faire adopter un certain nombre d'autres choses par le Sénat l'an dernier. C'est pourquoi il n'a pas signé le traité sur les mines terrestres. Toutefois, les mass médias du monde ont justement pour rôle de

faire pression en faveur d'une politique que nous n'aurions même pas rêvé de tenter de mener à terme il y a tout juste cinq ans. On peut donc dire qu'Ottawa reconnaît le changement et tente de manière assez intelligente de tirer parti de la position de notre pays et de la nouvelle situation.

En un sens, la tâche à accomplir consiste à mettre les réalités juridiques du monde en phase avec celles qui, à mon sens, constituent déjà les réalités morales de ce monde transformé. Nous disposons maintenant de nouveaux moyens de réaliser ce programme d'action. Lorsque vous pouvez vous adresser à l'opinion publique mondiale, en contournant les intérêts nationaux des gouvernements pris un par un, et obtenir un consensus sur une question comme celle de l'interdiction des mines terrestres, c'est intéressant. C'est nouveau.

Pour terminer, un petit appel à la prudence. Dans la marine, comme certains d'entre vous le savent peut-être, il existe ce qu'on appelle le repos à volonté, qui correspond en quelque sorte à une pause-café, une pause-cigarette, vous voyez ce que je veux dire. L'histoire que je veux vous raconter concerne un ancien officier de marine. À sa mort, bien sûr, il s'en va en enfer. À son arrivée aux portes, il est accueilli par le démon de service, qui lui fait faire une tournée des diverses fosses de châtiment (si vous n'êtes pas particulièrement méchant, vous pouvez choisir celle dans laquelle vous allez passer l'éternité.) Donc, on passe devant la fosse de la flamme éternelle et devant celle munie de poucettes et d'instruments de torture. Dans le genre « tournées », c'est assez déprimant. Notre ancien officier de marine finit par arriver à la fosse du fumier liquide, qui est pleine de gens debout, ledit fumier liquide leur arrivant au menton. Ayant réfléchi aux autres fosses, l'ex-officier dit : « Je vais prendre celle-ci » et il s'y laisse glisser tout doucement, pour ne pas faire de vagues ni importuner les autres. Juste au moment où il se tourne vers son voisin pour demander « Est-ce qu'on vous laisse sortir d'ici? », le démon fait claquer son fouet et laisse tomber ces mots : « Très bien, le repos à volonté est terminé. Assoyez-vous. »

La morale de cette histoire, c'est que les choses ne sont pas toujours aussi bonnes qu'elles n'en ont l'air. C'est pourquoi je ne vous donne pas de garanties. Je me contente d'observer une chaîne d'événements qui, selon moi, justifient un réel optimisme. Je crois — et je pense que nombreux sont ceux aux Affaires étrangères qui sont du même avis — qu'il vaut la peine de façonner des politiques reposant sur l'hypothèse selon laquelle ces changements sont probablement réels et instaurent un climat international dans lequel les mots « pessimisme » et « réalisme » ne sont plus des synonymes. Voilà un changement bien agréable.

Je vous remercie.

Department of Foreign Affairs and International Trade

O.D. Skelton  
Memorial Lecture



**Reasons to be Cheerful:  
Foreign Policy in a Changing World**

By Gwynne Dyer

Memorial University of Newfoundland  
ST. JOHN'S, Newfoundland ♦ March 23, 1998

Department of Foreign Affairs and International Trade

.6349 2229 (E)

.6349 2254 (F)

# O.D. Skelton Memorial Lecture

.....

## Reasons to be Cheerful: Foreign Policy in a Changing World

By Gwynne Dyer

615-022-36 ce) b 349829  
4-5-88 LHC  
615-022-36 cf) b 349829-54

<p>Dept. of Foreign Affairs Min. des Affaires étrangères</p> <p>APR 10 2001</p> <p>Return to Departmental Library Retourner à la bibliothèque du Ministère</p>
--



# O.D. Skelton Memorial Lecture

Oscar Douglas Skelton was born on July 13 1878 in Orangeville, Ontario. After a brilliant undergraduate career at Queen's University in Kingston, Ontario, Skelton was awarded his M.A., along with medals for highest standing in Latin and Greek. In 1908, he received his Ph.D. in political economy from the University of Chicago. That same year, Dr. Skelton was named Sir John A. Macdonald Professor of Political and Economic Science at Queen's. Eleven years later, he was named Dean of Arts, a post he held until he resigned from the university in 1925. Dr. Skelton was a prolific scholar, the author of several major books, including biographies of Sir Alexander Tilloch Galt and Sir Wilfrid Laurier.

In 1925, Dr. Skelton accepted Prime Minister W.L. Mackenzie King's offer to succeed Sir Joseph Pope as Under Secretary of State for External Affairs. Until his death, in late January 1941, Dr. Skelton served as the principal adviser to the Prime Minister, sometimes called the "deputy prime minister". To Mackenzie King, his death was "the most serious loss thus far sustained in my public life". One Canadian historian has described him simply as the most powerful civil servant in Canadian history.

As head of the Department of External Affairs for more than fifteen years, Dr. Skelton helped to define a distinct Canadian foreign policy. He was also responsible for the recruitment of a remarkably able group of officers. Dr. Skelton firmly believed in appointment and promotion by merit and the list of recruits he attracted to Ottawa is an impressive one indeed, highlighted by two Governors-General (Georges Vanier and Jules Léger) and one Prime Minister (Lester B. Pearson) as well as numerous senior mandarins.



O.D. Skelton

Gwynne Dyer was born in Newfoundland in 1943. After studying at universities in Canada, the United States and the United Kingdom, he received his PhD in military and Middle Eastern history from the University of London.

Dyer served in the Canadian, American and British navies. He taught military history and war studies for two years at the Canadian Forces College in Toronto and for four years at the Royal Military Academy in Sandhurst.

Since he left teaching in 1973, Dyer has worked as a freelance journalist, broadcaster and lecturer. His syndicated columns on international affairs appear in a dozen languages in nearly 200 newspapers published in more than 40 countries around the world.

In 1980, Gwynne Dyer and Tina Viljoen collaborated on a seven-part television series for the National Film Board of Canada (NFB): *War* first telecast in Canada in 1983. Eventually, *War* was shown in 45 countries and one episode, "The Profession of Arms," was nominated for an Academy Award. With Viljoen, Dyer wrote a book based on the series: *War*, published in 1985. For the NFB and the Canadian Broadcasting Corporation (CBC), Dyer and Viljoen again collaborated on *Defence of Canada*, a three-part series aired in 1986. Their book *The Defence of Canada: In the Arms of the Empire* was published in 1990. In 1994 Dyer completed a four-part series, *The Human Race*, which looked at the roots, nature and future of human politics. In 1995, his three-part series on peacekeeping in Bosnia, *Protection Force*, first aired.

Dyer has also made several radio documentaries, including a seven-hour series, *The Gorbachev Revolution*, and a six-hour series entitled *Millennium*, which aired on the CBC in the spring of 1996.

Gwynne Dyer is frequent lecturer. His reflections on *Globalization and the Nation-State* were published in 1996 by the Canadian Institute of International Affairs in its series *Behind the Headlines*.

---

Reasons to be cheerful — despite what the television and other media show you every day about a world in flames. We all know that the media deceive, even when they don't intend to: it is a very small screen, and even the smallest tragedy anywhere in the world fills it immediately. So by turning on the television news (or indeed by reading your *Globe and Mail*, should you be so inclined), you get no sense of the scale of tragedy that is unfolding, or of how many tragedies are actually unfolding compared to how many there might have been.

Even in a near-perfect world, there will always be enough bad news to fill the headlines and the news programs every day. So you have to think about it a little bit more carefully before you come to the conclusion that this is a world where you would have every reason to cut your throat.

Let me rehearse for you a recent and connected series of events, all of which you're aware of, and yet you may not have connected them up in the same way that I do. Most of these events I went to wearing my journalist's hat, and I must admit that at the time I too didn't connect them up in the way that I'm now going to do for you.

Let us begin with 1986 in Manila, where a dictator, Ferdinand Marcos, in power for 20 years, was evicted from power non-violently, through a process of popular protest in the streets, by the widow of a man he'd murdered. Cory Aquino accomplished Marcos's overthrow leading unarmed crowds and using the classic techniques of non-violent resistance. The Filipinos are Asians, so they have access to the Gandhian tradition, but more importantly they were an American colony, and so they also have access to the Martin Luther King tradition: they have available that knowledge of how to do non-violence.

So what? Everybody "knew" that non-violence never worked against Third World dictators. It was a technique you used against morally vulnerable democracies caught on the wrong footing, whether the British imperialists in India or the American government in the time of Viet Nam and the civil rights movement. The idea that you could use non-violence against a Third World dictator, and that he would be deterred somehow from shooting you just because you stuck flowers in the barrels of his soldiers' rifles, was not readily accepted at the time. And I must say I expected to see blood in the streets.

It didn't happen and yet the only difference between Manila in 1986 and many other occasions where there had been blood in the streets not long before was that this was in fact the first popular uprising against a Third World dictator after the introduction of live television satellite uplink, so that all the news unfolding in Manila was instantly seen all around the world.

Now I don't insist on a direct cause-and-effect relationship between live global TV and successful non-violent revolution, but there was something going on here,



because to our vast surprise there wasn't machine gun fire and blood in the streets. There was a rapid retreat by Marcos from confrontation, and then from power. He left from the back lawn of the Malacañang Palace, got his wife on board the helicopter but left all of her shoes behind in the cupboards, and the Philippines moved on to an imperfect but genuine democracy, which it still enjoys today.

In the three years after 1986 in Manila, there were *five* attempts in Asia to copy this technique. Three of them were quite successful, in South Korea, in Thailand and in Bangladesh, where military regimes were removed from power by non-violent popular resistance. And in their place came, again, imperfect but genuinely democratic regimes. There were also two terrible failures. One was in Burma, where the same tactics were deployed in a similar situation, but where notably there were very few foreign television cameras and no live uplink. In Rangoon, the protests were drowned in blood (and Burma is still a dreadful dictatorship today). And there was the very near-run thing in China, on Tienanmen Square in May-June 1989.

I'm sure you all remember what you saw on your television screens in those three weeks when Chinese students occupied the main square in the centre of Beijing, demanding civil rights, freedom of speech, democracy. They made their demands with perfect courtesy, employing the non-violent tactics that are now available to any reasonably well-educated person on the planet — and they came very close, in my estimation, to succeeding. It was a much nearer-run thing than people remember. At the time, nobody in Beijing knew whether those willing to risk violence within the regime would win out over those who wanted to compromise with the students, those who saw the way forward for China in a gradual shift away from the kind of confrontation between regime and people that had been building through the 1980s.

In the end, of course, the Chinese attempt to democratize in Beijing was drowned in blood, though it was done with great difficulty. Not only were there huge arguments within the regime before the decision was taken, but also it was done by night precisely so that they could minimize television coverage. And the non-violent persuasion had been so effective in terms of sapping the will of the soldiers of the Beijing garrison to use force against the protesters that the regime took the precaution of pulling all those troops out and bringing in fresh soldiers from outside the city who had not been contaminated by contact with the students and the citizens of Beijing. Moreover, the troops were sent in shooting in order to guarantee that there would be no human contact before the killing started.

It succeeded in suppressing Chinese democracy. Nine years later now, China is certainly not a democracy, although the subject has not gone away. Just last week the new Chinese prime minister was asked in a fairly open press conference: what about Chinese democracy? And he said: "Yes, in time." You don't have to believe him, but

you do have to believe it's not off the agenda.

Okay, non-violent democratic revolution doesn't always work. This is not a perfect chain of successes. But remember this: in May and June 1989 in China, they almost managed to democratize not just a dictatorship but a Marxist totalitarian state by non-violence. And they knew exactly what kind of ground they were breaking. I have spoken to a number of people who organized the Tienanmen Square demonstrations (because of course these things do not spring from nothing), and they told me that there was a great deal of groundwork done, particularly in the high schools and universities in Beijing, in the preceding couple of years. They told me, "Look, in '87, '88 we were looking at the videos of what was going on in Seoul and Bangkok and what had gone on in Manila. We were reading Martin Luther King. We were studying Gandhi. We were trying to figure out whether you could transpose these tactics and experiences to the situation we find ourselves in, whether they could still work in the context of Chinese culture in a totalitarian Marxist regime."

So in the spring of 1989 the Chinese students took their hypothesis out and they road-tested it and it didn't work, alas, though it came close. But six months later almost to the day, it did work in Berlin. And the citizens in Berlin who brought the Wall down had all watched the events in Beijing on television six months before. It was on West German television, but of course everybody in East Berlin saw it.

The cascade of non-violent revolutions that brought down the communist regimes throughout Eastern Europe between November 1989 and December 1991 (when even the old Soviet Union itself finally went under) was directly stimulated by and modelled on the Asian experience of the preceding years. It's probably the first time Asia has given the political lead to Europe in 300 years.

And just to complete the chain of causation: by 1994, such is the power of example transmitted by the global media, even South Africa was able to democratize, to move to a non-racial one-person, one-vote democracy, without a revolution. I have been told by people quite close to the South African secret police that just as de Klerk came to power in late 1989 the South African secret police went to him and said: "Mr. President, you know the footage you saw on the television last night about Ceaucescu on the balcony." (Do you remember the Romanian dictator on the balcony, the mob in the square about to deliver their usual adulation, and then it turns out they want to lynch him, not congratulate him? And the stunned look on his face, and he's dead within 24 hours.) The South African secret police said, "Mr. President, if the ANC [African National Congress] pulls that, puts a mob like that out on the street in Johannesburg, then we will have to kill 10 000 people under the television cameras or quit. So start negotiating." And he did.

Something is going on here. Not only are parts of the world that don't have a

democratic heritage, regimes which we never imagined could democratize, doing so but the transition, quite contrary to our previous experience, is overwhelmingly a non-violent one. And as a consequence of all that, the old Cold War has gone away, and with it the alliance politics and the fears of nuclear war that filled most of my life as a journalist (and perhaps a good deal of yours as an observer) for the past 40 years.

But is it really a changed world? Are we talking about a shift in behaviour so big that we now have to change the way we think about the world, or just a flash in the pan? A God-almighty big flash in the pan, but a flash in the pan nevertheless? We are now 12 years into this new era where democracy and rationality seem to be winning in most parts of the world (despite the Rwandas and Bosnias that fill the TV screens), but there are no guarantees. I *think* that I have reasons to be cheerful, but I have to admit that the long past extending from 1986 back until the year 1 dot doesn't lend us a great deal of encouragement.

I'll tell you a story. Some years ago, I was filming in Turkey, in Gallipoli. Most Newfoundlanders probably aren't aware of this but before our soldiers were sent to France in the First World War, they were sent to Gallipoli to help take Istanbul from the Turks. So we were filming in the Gallipoli Peninsula, along the old front line where the Royal Newfoundland Regiment had fought, and in the war cemetery and so on, for a television series.

We had a local Turkish driver, who was fairly used to Australians and New Zealanders coming there (you know, the ANZAC [Australian and New Zealand Army Corps] legend) — but he found it odd to see Canadians. So he asked us (I used to live in Turkey, so I speak the language), "Please explain what you're doing." And in between other things I explained that we were making a film about how Newfoundlanders, my people, had come 4 000 miles to kill his people. And he said: "It's all right, it was really the British Empire that killed them both." And it was.

I don't mean to say the British Empire was worse than other empires, but it wasn't spectacularly better, and that's what empires do. All of our history is filled with empires doing that, and even some democratic successors to empires doing that. For 5 000 years our history is of tyranny and of constant armed confrontation and war, together with slavery and oppression and what not. A very long and uniformly tragic past to stack up against the 12 years of moderately good news that we have just come through.

Foreign policy in that long past was fairly straightforward ... enormously complex in the details, but in principle fairly straightforward. You know that the world is constantly a dangerous place, that the weak go under, that 95 percent the states that have ever existed have been destroyed by war. So you keep your powder dry, you build your strength, you make alliances, you prepare for the

disasters that you know will come.

The practice of foreign policy is rooted in this pessimistic, conservative view of human nature, because all of history supports it. So perhaps what we really need to talk about when we try to choose between these two versions of the world — the world of the long past and this perhaps ephemeral, happier world of the recent past — what we need to do is talk a little bit about human nature.

Why was the world like that then, why might it be different now? I think I have a hypothesis. I don't have an answer. In fact, it's the sort of area where you can't have hard answers. But I have a suggestion for why things might have been that way then and yet now be different.

Think about who we were before we became civilized. Some of us here are descended from ancestors who have been civilized (in the sense that they grew crops and were ruled from cities) for 5 000 years; others, for the last 50 years. It doesn't matter. Our ancestors, however far back, were at one point all hunter-gatherers. They all lived in small bands living off the land.

Small by definition. Hunter-gatherers don't come in bands of more than a couple of hundred, because you can't handle more people than that socially, and the bonds that hold them together are personal bonds. Now these small hunting-and-gathering societies have a couple of interesting characteristics. We've run across a fair number of them in the past couple of centuries in the course of conquering the world, and written down what they were like before we exterminated them, so we have a fair amount of knowledge of how hunter-gatherer societies operate.

They cover a wide spectrum of behaviours and values, of course, but there are constants. One is that they tend to be egalitarian, almost leaderless societies. They are not tyrannies. They are societies where at least all the adult males, and sometimes all the adults, have approximately equal rights and equal say in whatever few decisions have to be made — not democracies exactly, but groups with a proto-democratic cultural style and mentality. And the other constant is that they are constantly at war in one way or another with all of their neighbours.

In evolutionary terms this makes perfectly good sense: you find it right through the primate family. These are groups that have to spread out on the land in order to have enough territory to survive. How do you ensure that there aren't encroachments? By policing the boundaries. By having little mock battles — sometimes real battles, but not many people get killed — against the neighbouring groups of the same species (humans, in our case) in order to guarantee that you maintain enough territory to feed your people.

This is the pattern through the highlands of New Guinea, through North America before the arrival of the Europeans, presumably through Europe 6 000 years

before that: hunting and gathering groups who are egalitarian and actually quite respectful of one another's rights within the band, but who are nevertheless in a chronic state of war with all of their neighbours.

Not huge numbers of people get killed by all of this, although not tiny numbers either. Somebody's calculated that in the case of the Yanomamo, who are an Amazonian group, 25 percent of the adult males eventually get killed in war. But then at least 25 percent of the women die in childbirth. Getting born is dangerous. And this manner of doing business works for the society.

Now let's take these hunting and gathering bands, with their deeply rooted, maybe even genetically encoded, traditions, and transpose them to Mesopotamia 8 000 years ago, or any subsequent urban civilization. Population density shoots up: we're now talking societies of 100 000, 500 000, a million very quickly. How do you run such societies? (And they need to be run, lots of decisions to be made now.) The old system for making decisions, where perhaps 70 or 80 adults in the band of 200 sit around and talk about it, isn't going to work at a population of 100 000, let alone a million. The people in these new "mass" societies can't all talk to one another. There is no way that they can even discuss a common agenda.

The only way big societies like that can be run, at least for a very long time, is from the top down, by force. All the surviving mass societies we know about, all civilizations, from the very beginning are tyrannies. They are pyramidal organizations of power and privilege enforced by violence. Nothing else exists in the historical record for societies of more than a million people. You can have a democracy for a few thousand privileged citizens in a place like classical Athens, because a few thousand people in a public space can, with a great deal of effort, hear each other's arguments and reach a joint decision. But as soon as you hit a million it's a tyranny, and probably a good deal before that.

So all the civilizations are tyrannies and they all still have the existing tradition of hostility toward their neighbours, which they brought with them from the hunter-gatherer times. And it's still a good tradition in the sense that you'd better be careful because otherwise they'll eat you, hair and all. So all these societies are militarized, they all fight wars — and for 5 000 years history is like that, which is bound to lead you to certain tentative conclusions about human nature.

But I think that those tentative conclusions are wrong. I think that the circumstances are sufficient explanation for why we behaved the way we have in history, without seeking an explanation going into the nature of humanity. I don't deny that we're capable of violence and many other things, but it's not all we're capable of. We are capable of many responses and they will vary according to the situation.

The basic problem so far as the shift from egalitarian hunter-gatherers to almost

---

totalitarian (certainly authoritarian) tyrannical mass societies, the problem was numbers. The problem was that, whatever your preferences may be, you cannot run this place democratically, run it as an egalitarian society. It's got to be a pyramid or nothing will get done. It's got to be an autocracy.

Suppose, however, that into that by now very ancient mix, we were to introduce mass media. Suppose we were to give these societies, millions strong, the ability to talk to one another across the millions.

Nothing grand like television to begin with, just literacy and printing, newspapers and books — so that it becomes possible, for the first time since we moved into the cities, to agree on what the question at issue is. Not only that, but these relatively simple technologies also allow us to discuss and debate the issue across the society and reach some conclusion about what we ought to do as a collectivity, as a group, rather than simply waiting for the decision to be handed down from on top. That is the process that begins to unfold only about 250 years ago. Indeed, until then there is not a single society of over a million people in human history which is not a tyranny.

And then, as the new mass medium of printing becomes available in various societies, you begin to see what I would call a reversion to democratic type, or to egalitarian type. The very first society ever to have a genuine and successful democratic revolution was the first one where over 50 percent of the population was literate: the United States of America 222 years ago.

Since then we have seen democracy spreading around the planet in direct consequence of the spread of mass media, which now of course may not be print and literacy but simply the electronic media. My hunch — and I think the chain of events between 1986 and 1994 is very powerful evidence for it — is that the default mode of human beings is probably egalitarian, that the 5 000 years of tyranny was very probably a functional response to the situation we found ourselves in, and that now that we have the options given us by mass media, we are reverting to type.

The implication, by the way, is that it's got nothing to do with your particular cultural history, that it is not relevant whether you do or do not have Greeks up your family tree. If you're human, your default mode is egalitarian. Now if that's a correct analysis, and I think it is, we already have a changed world. Not a cast-iron guarantee it could never change back, but a fairly solid guarantee that this is real and large-scale change.

What about the question of war, which was the central question of foreign policy until very recently? Well, one of the interesting things about democratic is they don't fight wars with each other. They fight wars quite cheerfully with a whole variety of other countries that aren't democratic (Canada has been at war five times this century), but never against genuinely democratic countries.

It doesn't happen, or hardly ever does it happen.

So that the mere fact of moving from a mostly dictatorial world to a mostly democratic world, which we have accomplished, in itself is liable to diminish steeply the scale and frequency of war, and I think that has happened.

If the world has changed like that, and is changing further in that direction now, what are the implications for foreign policy? Well, let me just offer you a couple of thoughts about the scale of change. I've been quoting examples before; now let me offer you some statistics. The world in 1980 had under one third of its people living in more or less democratic countries. Everybody else lived under dictatorships of one kind or another: communist dictatorships, right-wing military dictatorships all over Latin America, and so on. Only one third or slightly less of the world's people lived in more or less democratic countries, and I'm being pretty generous in my definition of democratic. (What's a more or less democratic country? It is a country more democratic than Joey Smallwood's Newfoundland.) Now, in 1998, by the same rough and ready criteria, over two thirds of the world's people live in more or less democratic countries. We've doubled it in less than two decades. And I don't think we're finished.

At the moment, two thirds, or 70 percent, of the world's people live in more or less democratic countries. But we only need two more countries, Indonesia and China, to get with the program and we're over 95 percent. I think we may see Indonesia do it this year. It could also get very messy in Indonesia, but I've been there recently and I've learned by now to trust the optimistic. You know, I went through the whole Russian experience waiting for blood to flow, I went through all of the South African thing waiting for blood to flow. Now I actually don't wait for blood to flow. I assume that quite likely they will get it right. So Indonesia perhaps a democracy by the end of the year. A shoddy, shaky one, but nevertheless, I think Suharto's had it.

And China. China will sort itself out. It's far too late to shut the door in China. Far too many people know what they want, know what the rest of the world is like, know how China could be. So I think we're heading for a world where almost everywhere is democratic. We're already in a world where over 80 percent of the members of the United Nations, just counting countries, are democratic regimes (which is, by the way, why the United Nations in the 1990s finally has begun to act in defence of democracy).

The UN certainly doesn't act in defence of democracy every time. But, for example, sending troops into Haiti to get rid of a military regime and institute a democracy is actually a violation of the UN charter, which is all about protecting sovereignty however the rulers of the particular country got power. But when you get a democratic majority in the UN, suddenly we change the rules, or at least we don't remember the rules, and we will go to defend democracy.

---

It's imperfect. What we've got in Haiti as a result of UN intervention isn't very pretty either, but nevertheless you see the shift from one foot to the other: the balance, the centre of gravity is shifting. What are the implications for foreign policy for Canada, which has always been a fairly safe country that could pick and choose where it put its emphasis in foreign policy, compared let's say to Bosnia, which doesn't have a lot of options?

What can Canada do that is useful to itself and to the world if these assumptions are valid? A good example of what we can do to take advantage of these changed conditions is what we did do last year: the Canadian initiative that led to the signing of an international treaty banning the production, possession, sale or use of anti-personnel mines anywhere. Now mines are not disappearing everywhere just yet, because some people wouldn't sign the treaty. Most notably the Americans wouldn't sign it. But consider for a moment that Canada would take on and push through a project with security implications that the Americans didn't like. This could not have happened before about 1993, and our tactics were very straightforward: basically, we shamed other governments into coming along. We launched a publicity process in alliance with non-governmental organizations, pressure groups our Foreign Affairs people never even spoke to 10 years ago, and we outflanked the governments one after another. They're all unhappy about defying the Americans, but one after another they are forced by their own domestic and public opinion to come into line with this Canadian proposal to ban landmines. And the long-term strategy of course is to do exactly the same to the Americans, to use their own public against them.

It hasn't worked yet, but wait. Clinton would have signed the treaty just like that if he had been free to. His problem was he had Jesse Helms in the Senate, who is fairly Neanderthal in these matters, and there were some other things he had to get through the Senate last year and so he didn't sign the landmines treaty. But this is the use of global mass media to push through a policy we wouldn't have dreamed of attempting even five years ago. So there is recognition in Ottawa of the change, and a fairly intelligent attempt to exploit our position and the new situation.

In a way, the task is to bring the legal realities of the world into step with what I think are already the moral realities of this changed world. And now there are new ways of addressing this agenda. When you can address global public opinion, stepping around the individual national interests of individual governments, and get a consensus on something like banning landmines — that's interesting. That's new.

Finally, a cautionary note. In the navy, as some of you may know, they have a thing called "stand easy," which is a sort of coffee break, smoke break, whatever. And my story concerns a former naval person who died and, of course, went to hell. Arriving at the gates of hell, he was met by the duty demon, who took



---

him around the various punishment pits. (If you're not particularly wicked, you get to choose which one you will spend eternity in.) And so you go past the pit of eternal flame, and the one with the thumbscrews and the racks. Fairly depressing tour, as these things go. Eventually our ex-naval person came to the pit of liquid manure, which was full of people standing up to their chins in the aforesaid liquid manure. But given the options, he said, "I'll take that one," and slid gently in so as not to cause waves and discomfort to the others. And he was just turning to his neighbour to say, "Do you get a break here from this?" when the demon cracked his whip and said, "Okay, stand easy is over. Sit down."

The moral being, things aren't always as good as they seem. So I am not issuing guarantees here. I am just observing a chain of events that I think gives cause for real optimism. I think — and I believe many people in Foreign Affairs think — that it is worth shaping policy on the assumption that these changes are probably real and they create an international context where pessimism and realism are no longer synonyms. And that's a pleasant change. Thank you very much.